

... L'INSTITUT INTERNATIONAL DU LIVRE SCOLAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE A BRUNSWICK⁽¹⁾

Les buts poursuivis par l'Institut International du Livre Scolaire et par le Sonnenberg sont identiques. Par une meilleure connaissance de « l'autre » les deux institutions s'efforcent depuis de nombreuses années de faire progresser la connaissance de soi-même et d'œuvrer pour le maintien de la paix. Des rapports amicaux et une concordance dans les buts nous lient à l'Institut du Livre et à son directeur, feu le professeur Dr. Eckert. Le Dr. Multhoff, collaborateur de cet institut qui a également son siège à Brunswick, fit au printemps dernier un exposé sur l'importance de la révision des livres scolaires à l'occasion d'un stage international du Sonnenberg.

Les enseignants d'histoire à qui l'on demande aujourd'hui quels sont les objectifs de leur enseignement répondent pour la plupart à cette question sur le plan politique. L'enseignement de l'histoire ne doit pas être en premier lieu historique mais servir avant tout à la formation politique. Celui qui a reçu une formation en histoire ne doit pas être uniquement en mesure « d'avoir présent à l'esprit » (Goethe) trois mille ans d'histoire; il doit être à même de comprendre le monde d'aujourd'hui dans ses implications historiques pour pouvoir organiser celui de demain.

La situation dans laquelle nous vivons est telle que des erreurs de décision politiques peuvent conduire à la destruction générale de l'humanité par elle-même. De ce fait, la politique ne peut donc n'avoir qu'un but, celui d'établir et de maintenir la paix et l'éducation, celui de servir la paix.

C'est sur cette toile de fond qu'il faut considérer les efforts accomplis en vue de débarrasser les livres scolaires, et en particulier les manuels d'histoire, d'erreurs et de distorsions de tendance nationaliste. Ces ouvrages ne doivent pas faire naître la haine mais développer au contraire la solidarité humaine et humanitaire. L'expérience de deux guerres mondiales a montré de manière suffisamment évidente comment et dans quelle mesure il était possible d'exploiter l'histoire à des fins de propagande politique et comme arme dans les luttes idéologiques, et nos expériences actuelles ne font malheureusement que confirmer ceci de manière effroyable. La responsabilité des historiens et des professeurs d'histoire est ici particulièrement grande. Si l'enseignement de

(1) Publiée avec l'autorisation de son auteur, cette communication est extraite de la revue *Sonnenberg, revue pour la compréhension internationale*, s 21542F, 66, Septembre 1973, éd. Internationaler Arbeitskreis Sonneberg, p. 27 à 32.

Nos vifs remerciements à tous ceux qui, soucieux de l'information des professeurs de l'enseignement secondaire, nous ont autorisé cette publication (N.D.L.R.).

l'histoire doit vraiment servir en premier lieu à la formation politique et si celle-ci doit, à son tour, contribuer à la compréhension internationale et à la coexistence pacifique des peuples et des Etats de cette terre, ceci implique que l'historien et le professeur d'histoire surmontent leurs préjugés et leurs conceptions nationalistes.

C'est dans cet état d'esprit que des savants, des pédagogues, des enseignants, des éditeurs, et des auteurs de livres scolaires de nombreux pays s'efforcent, au sein d'organisations internationales, de procéder, non seulement à la révision de livres déjà parus mais aussi à la préparation de nouveaux. Ainsi les nombreuses conférences de l'Institut International du Livre Scolaire de Brunswick ont-elles permis à des savants, des enseignants, des éditeurs et des auteurs de se rencontrer et l'un des résultats les plus intéressants de ces rencontres est d'avoir montré que seule la collaboration de représentants de toutes ces branches diverses pouvait permettre d'entreprendre, avec des chances de succès, la révision des manuels d'histoire et par là celle de l'interprétation de l'histoire elle-même. Le but final de telles tentatives a toujours été d'élaborer une conception de l'histoire, interprétée non pas d'un point de vue national ou régional même, mais en pleine conscience du fait que notre monde qui est devenu petit, forme un tout dans lequel toutes les nations sont voisines, et où chaque nation doit apprendre à comprendre son histoire dans l'interdépendance de celle de l'humanité entière.

L'effondrement total de l'Allemagne en 1945 nous a amené, de manière brutale, à repenser l'idée que nous nous faisons jusque là de notre passé et ainsi à revoir les buts et conceptions des manuels d'histoire. Mais ce fait, à lui seul, n'aurait pas rendu possible un travail effectif de l'Institut de Brunswick. Il convient ici de mentionner deux autres facteurs sans lesquels le travail de l'Institut et ses principes directeurs ne seraient pas compréhensibles. Il s'agit d'une part des expériences et résultats de tentatives similaires, entreprises entre les deux guerres mondiales et d'autre part de l'impulsion qui lui a été donnée par le mouvement européen après la deuxième guerre mondiale, celui-ci aboutissant à la création du Conseil de l'Europe sous l'autorité duquel travaille actuellement l'Institut de Brunswick en tant que *European Centre for Improvement of History and Geography Textbooks*. Ce n'est plus désormais sur ce qui divise les peuples d'Europe que se portent les regards, mais sur ce qui les lie ainsi que sur leur destin politique commun. C'est dans cette optique que le Conseil de l'Europe contribue à la révision des livres scolaires et en particulier des manuels d'histoire. Un travail poursuivi jusqu'alors par de petits groupes d'Européens engagés sur une base bilatérale a pu ainsi être mené dans un cadre multilatéral.

L'Institut International du Livre Scolaire de Brunswick doit également sa fondation à une initiative privée. Le Professeur Eckert, actuellement président de la commission allemande à l'UNESCO, en a été directement l'instigateur lors du congrès de la Pentecôte du groupe de travail des associations d'enseignants allemands qui eu lieu à Dortmund en 1948. Les thèses soumises à ce congrès montraient qu'il s'agissait désormais de replacer l'enseignement de l'histoire en Allemagne dans le cadre mondial. Le congrès annuel suivant du groupe de travail qui eut lieu à Marburg à la Pentecôte de 1949 adopta, selon

ces thèses, un projet qui enjoignait aux Länder d'instituer des conférences de professeurs d'histoire « regroupant des collègues allemands et étrangers pour une franche discussion dans un véritable esprit de tolérance ». Cette décision peut être considérée comme la date de naissance du travail international consacré au livre scolaire. Le travail commença aussitôt après à la *Pädagogische Hochschule* (l'institut de formation des enseignants) de Brunswick. La première session de travail des professeurs d'histoire allemands et anglais eut lieu dès juillet 1949. L'accord signé en janvier 1950 avec l'*Historical Association de Grande-Bretagne* peut être considéré comme un accord type pour le travail international concernant le livre scolaire. Il prévoyait :

1. l'échange de tous les manuels d'histoire anglais et allemands et leur examen quant à l'objectivité de leur exposé ;
2. l'élaboration de thèses communes sur toutes les périodes critiques des relations anglo-germaniques ;
3. le soutien accordé à l'édition de manuels et de matériel éducatif dans lesquels des historiens des deux nations traiteraient en commun de problèmes difficiles des rapports anglo-germaniques.

La conférence internationale des professeurs d'histoire qui eut lieu à Brunswick à Pâques 1951 donna en quelque sorte naissance à l'Institut International du Livre Scolaire. Le travail international du livre scolaire obtint ainsi un siège fixe à partir duquel il était possible de coordonner les travaux.

L'article 2 des statuts de l'Institut précise l'objectif de celui-ci : mener des travaux de recherche dans le domaine du matériel scolaire et des méthodes d'enseignement, l'enseignement de l'histoire et des matières apparentées devant y occuper une place prépondérante. Il doit en particulier contribuer à la collaboration internationale dans un contact étroit avec l'UNESCO qui, lors d'un séminaire à Bruxelles en 1950, avait élaboré les principes du travail international du livre scolaire ainsi qu'avec le Conseil de l'Europe.

Le comité interministériel du Conseil de l'Europe recommanda, dans une résolution du 25 septembre 1965, aux gouvernements des Etats membres, l'institution de centres nationaux de documentation et d'information pour l'amélioration des manuels d'histoire et de géographie. Le Conseil de l'Europe (*Committee for General and Technical Education*) et l'Institut du Livre Scolaire étaient en contact depuis longtemps déjà. Ces contacts devinrent plus étroits au cours de 1966 ; ils eurent pour aboutissement de faire de l'Institut le centre européen de la révision des manuels d'histoire et de géographie. Conformément à la recommandation citée du conseil interministériel, le Conseil de la Coopération Culturelle (CCC) du Conseil de l'Europe convia le 1er juin 1967 l'Institut International du Livre Scolaire « à agir en tant que Centre Européen pour la coordination des centres nationaux », se fondant sur le fait qu'il avait « déjà acquis une expérience précieuse dans le domaine considéré ». Dans la résolution 17 du CCC qui y est relative, l'Institut « dont l'expérience est déjà longue et unanimement appréciée » se voit appelé « à fonctionner comme *clearing-house* dans ce domaine », étant particulièrement bien placé « pour devenir l'organisme coordinateur ».

La tâche de l'Institut se voyait là, une fois encore, clairement délimitée. Elle comprend les activités suivantes :

1. l'organisation de conférences internationales d'historiens et de professeurs d'histoire en vue d'une collaboration à l'amélioration des manuels scolaires. Leur travail comprend l'échange de manuels scolaires et leur examen par des experts de différents pays ainsi que l'élaboration et la préparation sur des bases scientifiques de nouveaux manuels en vue de leur publication ;
2. l'échange de manuels et de matériel éducatif entre les différents pays en vue de leur examen et de leur emploi dans des cours ;
3. l'établissement de contacts avec des auteurs et éditeurs de livres scolaires afin que l'examen de ces derniers se traduise par des résultats concrets ;
4. l'information des organismes officiels ou du particulier en Allemagne et à l'étranger sur les manuels scolaires et les moyens éducatifs en général ;
5. la création d'une bibliothèque scolaire internationale qui compte actuellement 70.000 volumes ;
6. la divulgation d'informations sur l'amélioration des manuels scolaires au moyen de diverses publications et en particulier de *l'Annuaire International pour l'enseignement de l'histoire et de la géographie* qui a paru régulièrement depuis 1951.

L'amélioration du livre scolaire est ainsi le résultat de l'examen et de l'expertise des livres par des experts qui ne sont pas citoyens du pays de parution de l'ouvrage. Le but de ce travail est d'amener à un accord sur des faits controversés et à la formulation de thèses et de recommandations relatives à une amélioration possible. Cette formulation a lieu au cours de sessions de travail, en général bilatérales ou plus rarement multilatérales. Une liste de ces conférences (1945-1965) se trouve dans l'appendice d'un ouvrage collectif édité par le CCC : *L'Education en Europe* (Série II - Enseignement général et technique — n° 8) : O.-E. SCHÜDDEKOPF, *L'Enseignement de l'Histoire et la Révision des Manuels d'Histoire* (Strasbourg 1967). L'Institut a organisé lui-même un grand nombre de ces conférences, en particulier celles qui ont lieu dans le cadre d'accords culturels bilatéraux entre l'Allemagne et d'autres Etats, et il a participé à d'autres en y déléguant des représentants.

Ces conférences avaient presque toujours pour thème un problème concret et limité dans le temps, les relations franco-allemandes de 1871 à 1914 par exemple. En vue de leur préparation on procède d'abord à un échange de manuels d'histoire des deux pays entre les participants : des historiens et des professeurs d'histoire français examinent les manuels les plus souvent employés en Allemagne et vice versa. Cette vérification a pour but, non seulement de débarrasser ces ouvrages d'exposés erronés, inexacts et partiels et de rectifier des préjugés, mais aussi de dégager les valeurs culturelles particulières du pays considéré. Il s'agit donc d'une critique constructive. Les participants à la conférence ont connaissance de tous les rapports d'expert avant le début de celle-ci et les plus importants d'entre eux sont publiés dans *l'Annuaire International*. L'auteur du rapport en porte l'entière responsabilité. Ces rapports sont discutés au cours de la conférence dans une atmosphère de bonne volonté dont le but est de trouver la vérité historique, c'est-à-dire de donner des faits un

récit moins émotionnel, moins partial et donc plus « objectif ». Les résultats de ces discussions sont publiés sous forme de thèses en deux ou plusieurs langues. Celles-ci sont publiées ensuite dans les pays considérés. Il peut s'agir par exemple de recommandations indiquant des périodes ou des problèmes qu'il est souhaitable ou nécessaire de traiter. Ces thèses ou recommandations ont toujours été adressées aux éditeurs et auteurs de livres d'histoire concernés. L'Institut de Brunswick échange toutes ses publications avec d'autres instituts allemands ou étrangers et la bibliothèque pratique le prêt à distance.

Le travail bilatéral en vue de l'amélioration des manuels d'histoire comprend ainsi les étapes suivantes :

1. un accord bilatéral, en général sous forme d'accord culturel bilatéral ;
2. l'échange de manuels scolaires et leur vérification mutuelle ;
3. des conférences au cours desquelles les rapports sont discutés et des recommandations élaborées ;
4. la distribution de ces thèses aux administrations compétentes, aux éditeurs, aux auteurs et aux associations d'historiens des deux pays ;
5. le *follow-up* : la vérification à intervalles réguliers des nouvelles publications et éditions afin de vérifier si les auteurs ont tenu compte des thèses élaborées lors des conférences bilatérales.

On peut résumer ainsi les résultats obtenus par l'Institut jusqu'à présent :

1. Des centaines de rapports sur les manuels d'histoire européens, américains et asiatiques ont été présentés. Ils constituent pour les auteurs de manuels d'histoire et les enseignants une source de renseignements inépuisable. Ils ont été pour la plupart publiés dans l'*Annuaire International*.
2. Environ 200 conférences ont été organisées au cours desquelles des questions d'histoire controversées sur le plan scientifique et pédagogique ont été débattues, apportant ainsi des résultats concrets.
3. De nombreuses thèses et recommandations sur la présentation de l'histoire des nations participantes constituent ces résultats concrets. Ils rassemblent avec les rapports une documentation de base en vue de l'élaboration d'une conception européenne ou universelle de l'histoire ou du manuel d'histoire.
4. Dans de nombreux cas, le travail de l'Institut a réellement contribué à une amélioration des manuels scolaires. Le volume XIII (1970-71) de l'*Annuaire International* donne quelques exemples de ces améliorations.

Le travail de révision du livre scolaire en Europe s'est surtout limité à l'analyse et à la révision de la présentation des faits politiques, économiques, sociaux et culturels. Au cours des conférences traitant de ces questions, les problèmes concernant l'histoire des religions et des Eglises n'ont été abordés que de manière marginale. Comme les participants à ces conférences se sont surtout intéressés à l'éclaircissement des relations interétatiques, les questions relatives à l'histoire de l'Eglise n'ont pas été étudiées pour elles-mêmes ; elles n'ont été analysées que sous l'angle des relations entre les peuples et les Etats. De plus les faits et les événements de l'histoire religieuse ont été uniquement considérés du point de vue de l'importance de leur contribution à l'unité culturelle européenne.

La présentation de l'histoire des Eglises et des religions dans les manuels d'histoire des pays d'Europe de l'Ouest n'a donc pas fait jusqu'à présent l'objet d'une étude particulière et spécifique bien qu'il soit certainement nécessaire de donner de ce secteur négligé jusqu'ici une description digne des résultats actuels de la recherche sur l'histoire de l'Eglise et des religions.

C'est pour cette raison qu'on a demandé à maintes reprises à l'Institut International du Livre Scolaire au cours de ces dernières années d'examiner la description des grandes religions d'Europe et d'Asie dans les manuels d'histoire et de contribuer à leur amélioration éventuelle en élaborant des recommandations appropriées. En 1968, le nonce apostolique à Bonn a demandé à l'Institut, au nom du Vatican, s'il accepterait en tant que Centre Européen de participer avec le Vatican, le Conseil Oecuménique des Eglises et les Eglises Orthodoxes à l'examen de la présentation de l'histoire des Eglises et des religions dans les manuels d'histoire des Etats membres du CCC ainsi qu'à l'élaboration de propositions en vue d'en donner une meilleure description. Selon le nonce apostolique, le secrétariat général pontifical attribue une importance considérable à ce projet de recherche dont l'objectif est étroitement lié à ceux du Concile Vatican II. La tâche principale qui lui incombe est de discuter de problèmes faisant l'objet de controverses entre les Eglises et confessions chrétiennes et des problèmes qui en résultent quant aux rapports de celles-ci avec d'autres communautés religieuses afin d'élaborer des recommandations pour l'exposition objective de celle-ci dans les manuels scolaires.

La première réunion de travail concernant ce projet a eu lieu à Brunswick en septembre 1971. Elle s'est limitée à l'examen de l'Eglise primitive. Il y a été également question des doctrines philosophiques non chrétiennes. Il va sans dire que de nombreux problèmes abordés ici font l'objet de controverses, mais seule leur discussion dans une atmosphère de franchise peut permettre d'espérer aboutir à une compréhension qui, à son tour, pourrait aplanir des antagonismes résultant de préjugés et de malentendus. Là où il n'a pas été possible d'arriver à un accord, on s'est contenté de mentionner les différences de point de vue qui ne sont pas automatiquement identiques avec la conception des Eglises elles-mêmes. Il est à espérer que les résultats de ces discussions contribueront de manière décisive à un exposé objectif de l'histoire des Eglises et des religions dans les manuels scolaires. Il faut bien convenir, avec les recommandations exprimées, que la dimension religieuse ne doit pas être oubliée dans l'histoire de la vie humaine et dans le cadre de l'enseignement de l'histoire et qu'un exposé objectif de celle-ci est tout aussi nécessaire et urgent que celui des autres dimensions de l'histoire. La conférence suivante dans le cadre de ce projet a eu lieu en septembre 1973 et a traité de l'exposition de la Réforme protestante et de la Réforme catholique du 16^e siècle⁽²⁾.

L'Institut s'occupe actuellement d'un autre projet d'étude, projet dont il aura encore longtemps à s'occuper : celui des relations germano-polonaises et de l'histoire de la Pologne et de l'Allemagne dans les manuels de ces deux pays.

(2) Nous avons rendu compte du *Colloque international des religions* dans les *Cahiers de Clio*, n° 34, Bruxelles, 1973 (N.D.L.R.).

C'est là la première tentative entreprise par l'Institut en vue d'établir une compréhension mutuelle sur une large base avec un pays du bloc de l'Est. Il est clair que ceci n'a été possible et n'est possible que grâce au traité de Varsovie du 7 décembre 1970 et à l'esprit qui l'anime. Certes l'Institut a eu dès avant cette date des contacts avec les pays de l'Est. Il n'a pas organisé moins de six congrès d'historiens et de professeurs d'histoire en Yougoslavie de 1953 à 1964; l'*Annuaire International* en a fait le compte rendu. Il n'a d'abord été possible évidemment de prendre contact avec les historiens polonais que dans le cadre de l'UNESCO. En 1970, lors de la 16^e conférence générale de l'UNESCO à Paris les présidents des commissions de la République Populaire Polonaise ont débattu de la possibilité d'un échange et examen mutuel des manuels d'histoire et de géographie des deux pays en vue de leur amélioration. Le traité de Varsovie a permis la réalisation d'un tel projet. Il a fallu des deux côtés surmonter toute sorte d'obstacles — nous savons tous de quel énorme fardeau historique ces deux peuples qui se sont fait tant souffrir, ont à se débarrasser. C'est dans ces conditions qu'a commencé en 1972 le travail de l'Institut avec les historiens polonais, ou plus précisément celui des commissions allemandes et polonaises à l'UNESCO. Trois conférences sur le livre scolaire ont été organisées jusqu'à présent à Varsovie et à Brunswick. On peut dire sans réserve de ces rencontres qu'elles ont eu lieu, conformément aux principes de l'UNESCO, dans une atmosphère de franchise, d'objectivité scientifique et de bonne volonté, comme le prouvent d'ailleurs les recommandations qui y ont été élaborées. Il a été possible depuis de prendre contact avec les géographes roumains et une première rencontre de géographes roumains et allemands a eu lieu à l'Institut en mai 1973.

Toutes ces tentatives en vue d'aboutir à une collaboration internationale dans le domaine de la révision du livre scolaire se sont évidemment heurtées à des critiques qui méritent d'être prises au sérieux. Le désir d'aboutir à un accord commun sur des points controversés de l'histoire pourrait, selon certains, avoir pour résultat de donner de celle-ci une image « toute diplomatique » où l'on passerait sous silence les aspects gênants et les formes justifiées d'amour de la patrie. On a enfin soupçonné les conventions internationales concernant le contenu et les méthodes des manuels d'histoire ainsi que l'enseignement de celle-ci de menacer la liberté de la recherche et de l'enseignement; la création d'organisations internationales pouvant être considérée comme un premier pas en vue d'instaurer une censure internationale et par là une réglementation de la recherche et de l'enseignement.

Que dire de telles critiques ?

1. Le travail de l'Institut de Brunswick est dû à la collaboration de savants et de pédagogues indépendants qui, en toute liberté, n'ont de compte à rendre qu'à leur conscience professionnelle et dont le travail est soumis au contrôle permanent d'experts. Les thèses et les recommandations qu'ils élaborent n'ont que la valeur que leur donne un examen scientifique et critique. C'est justement là la raison pour laquelle la révision du livre scolaire ne doit pas être aux mains d'organismes d'Etat mais d'organisations et d'instituts indépendants, même si ce travail entre dans le cadre d'accords culturels conclus entre des Etats. Les résultats obtenus par des tentatives similaires après 1918 ne font que

confirmer cette opinion.

2. La crainte que l'histoire présentée sous un angle européen ou mondial puisse être contraire ou nuire à l'amour de la patrie n'est guère fondée. Tous ceux qui collaborent au travail de révision du livre scolaire savent que le respect et l'amour d'autres nations n'exclut pas l'amour de la patrie mais le conditionne. Dans le monde actuel il faut d'autre part amener les jeunes à une attitude loyale à l'égard de plusieurs instances. L'amour de la patrie doit être inséré dans le dévouement à l'Europe et celui-ci à son tour dans une solidarité avec tous les peuples du monde, tous les hommes de bonne volonté de notre monde devenu trop petit ; ou, pour reprendre les propres termes du président de notre République : « On ne peut être un bon Allemand, si l'on n'est pas un bon Européen. La participation allemande à l'aide au développement montre clairement que notre peuple est de plus en plus conscient de la solidarité qui le lie aux autres peuples de la Terre ».

3. Il convient de distinguer deux phases dans le travail de l'Institut de Brunswick. Le travail des savants et des pédagogues français et allemands donne un très bon exemple de ces deux phases. Les premières conversations des historiens français et allemands ont porté sur les problèmes difficiles du 19^e et du 20^e siècle, périodes de nationalisme et d'impérialisme. Il s'agissait d'éclaircir des questions controversées, de surmonter des préjugés et de remplir des lacunes. C'est ce que l'on fit au cours de deux conférences importantes qui eurent lieu en 1951, l'une à la Sorbonne à Paris et l'autre à l'Institut d'Histoire Européenne de Mayence. Les 40 thèses formulées alors dans l'intérêt de la vérité historique ont contribué à désamorcer l'opposition traditionnelle entre la France et l'Allemagne. Mais les historiens allemands et français n'en sont pas moins restés conscients du fait que les résultats de Paris et de Mayence ne constituaient que la première partie d'un échange de vue qu'il faudrait poursuivre. La faiblesse des thèses de Mayence réside dans le fait qu'elles traitent isolément des relations des deux pays au lieu de les considérer dans le cadre de la politique et de l'histoire européennes. C'est ainsi que les historiens français et allemands se sont efforcés pendant la seconde phase de leurs travaux de dégager les éléments communs de la vie culturelle des deux nations, c'est-à-dire notre héritage européen commun. Il est évident que ce but ne peut être atteint qu'en renforçant le travail multilatéral et ceci d'abord dans le cadre européen. Il est certes indéniable que le mouvement européen a donné un grand élan à la révision du livre scolaire mais aussi que les résultats de celle-ci ont contribué, à leur tour, au renforcement de l'unification européenne. Les débuts de la révision du livre scolaire cependant ont précédé le mouvement européen et son objectif n'a jamais été de remplacer un nationalisme étroit par un nationalisme plus large mais de surmonter, partout dans le monde, des barrières psychologiques. La nation et le nationalisme ne sont pas considérés ici comme une interaction des peuples de cette Terre où l'on met davantage l'accent sur ce qu'ils ont en commun que sur ce qui les divise, leur participation commune à des guerres et des paix et leur contribution à l'héritage commun de l'humanité. L'entrée du Tiers Monde sur la scène politique internationale est ainsi considérée à sa juste place.

Il convient dans ce contexte de faire allusion à l'activité de l'UNESCO et de

ses commissions nationales. Afin de faire progresser les travaux de l'UNESCO dans le domaine de la révision du livre scolaire, la commission allemande à l'UNESCO initia la fondation d'un comité qui devait collaborer dans ce domaine au travail de l'Institut de Brunswick et lui apporter un soutien financier, en particulier pour le projet asiatique de l'UNESCO de 1953. Ce plan se donnait pour but à partir d'une révision du livre scolaire, de contribuer à une meilleure compréhension des peuples de l'Orient et de l'Occident. Une série de conférences sur l'image de l'Asie dans les manuels occidentaux et celle de l'Occident dans ceux de l'Asie fut organisée et préparée à l'aide de nombreux questionnaires. Trois grands séminaires tenus à Paris en 1956, à Tokyo en 1958 et à Goslar en 1962 avaient le même objet. L'Institut de Brunswick a activement participé à ce travail et a pris contact, grâce à l'UNESCO, avec des historiens et des enseignants iraniens, japonais, indiens, indonésiens, égyptiens et turcs. L'Institut de Brunswick a la pleine responsabilité d'un nouveau projet de l'UNESCO qui prévoit la révision des livres d'histoire, de géographie et de sciences sociales de 7 pays, dont la République Fédérale d'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Inde, le Japon, le Kenya et le Venezuela, ces Etats étant considérés comme représentatifs pour certains groupes de pays. Cet examen doit se limiter aux manuels du second degré. Il doit fournir un rapport quantitatif et qualitatif sur les questions suivantes : de quelle importance et de quelle précision est la description donnée d'autres pays dans les livres en question ? Comment est faite cette description ? — *accuracy, adequacy and sensibility* étant considérés comme les critères décisifs. Une première conférence réunissant des représentants des pays cités a eu lieu à Brunswick en juillet 1971, la prochaine est prévue pour 1974. La réalisation de ce projet pose des problèmes non seulement pour des raisons linguistiques mais plus encore du fait que, sauf en RFA, il n'existe de centres du livre qu'à New-Delhi et Osaka, centres dont les objectifs et les méthodes diffèrent de ceux de l'Institut International du Livre Scolaire de Brunswick. On peut pourtant affirmer que ces travaux sont *well under way*.

Ce n'est naturellement là que le début d'une collaboration à l'échelle mondiale dont personne ne minimise les difficultés politiques et psychologiques. Si la révision du livre scolaire a eu au départ pour but d'éliminer les préjugés et les présentations erronées, son but final est d'aboutir à un exposé de l'histoire de l'humanité qui donne sa juste importance aux valeurs de toutes les traditions culturelles en montrant l'apport de celles-ci à la civilisation humaine, servant ainsi ce qu'on pourrait appeler la solidarité humaine.

Robert MULTHOFF